

Publictionnaire

Dictionnaire encyclopédique et critique des Publics

Laclau (Ernesto)

Manuel Cervera-Marzal

Référence électronique

Manuel Cervera-Marzal, Laclau (Ernesto). *Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics*. Mis en ligne le 09 septembre 2019. Accès : <http://publictionnaire.humanum.fr/notice/laclau-ernesto/>

Le Publictionnaire. Dictionnaire encyclopédique et critique des publics est un dictionnaire collaboratif en ligne sous la responsabilité du Centre de recherche sur les médiations (Crem, Université de Lorraine) ayant pour ambition de clarifier la terminologie et le profit heuristique des concepts relatifs à la notion de public et aux méthodes d'analyse des publics pour en proposer une cartographie critique et encyclopédique.

Accès : <http://publictionnaire.humanum.fr>

Cette notice est mise à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution - Pas d'utilisation commerciale - Pas de modification 3.0 France. Pour voir une copie de cette licence, visitez <http://creativecommons.org/licenses/by-ncnd/3.0/fr/> ou écrivez à Creative Commons, PO Box 1866, Mountain View, CA 94042, USA.



Laclau (Ernesto)

La construction hégémonique et populiste du politique



Portrait d'Ernesto Laclau (photographie de Xavier Granja Cedeño/Ministerio de Relaciones Exteriores, Comercio e Integración, source : wikipedia.org)

Un philosophe engagé

Ernesto Laclau est un philosophe politique né en 1935 en Argentine et décédé en 2014. Il a effectué sa carrière académique à l'université de l'Essex, où il entreprend de refonder une pensée politique de l'émancipation dans une perspective post-marxiste. Son œuvre, déjà remarquée au sein de la galaxie marxiste lors de la parution d'*Hégémonie et stratégie socialiste* (1985, avec Chantal Mouffe), rencontre un écho retentissant à partir de la publication, en 2005, de son livre *La Raison populiste*, dans lequel il déconstruit les analyses méprisantes du phénomène populiste, qui reposent sur le dénigrement des masses, puis montre en quoi la construction discursive d'un « peuple », via l'articulation d'éléments sociaux hétérogènes, constitue l'essence même de l'activité politique. Mais E. Laclau s'intéresse au populisme dès son premier ouvrage, *Politics and Ideology in Marxist Theory. Capitalism, Fascism, Populism* [*Politique et idéologie dans la théorie marxiste. Capitalisme, fascisme, populisme*] (1977). Dans le quatrième et dernier chapitre, intitulé « Vers une théorie du populisme », le philosophe argentin s'en prend au réductionnisme de classe des marxistes tels que Nicos Poulantzas (1936-1979). Pour E. Laclau, l'émancipation résulte moins de l'action de la classe ouvrière que d'une mobilisation « national-populaire ». Et la cohésion populaire tient moins à des intérêts matériels partagés ou à des considérations rationnelles qu'à des affects.

E. Laclau est un philosophe engagé, ayant milité à gauche durant sa jeunesse, puis, durant les dix dernières années de sa vie, ayant conseillé les gouvernements socialistes de Néstor Kirchner (1950-2010) en 2003-2007, et Cristina Fernández de Kirchner en 2007-2015. Il situe son travail à l'intersection entre réflexion philosophique et engagement politique, et il ne voit pas de contradiction entre ces deux types d'activité qui, chez lui, se nourrissent l'une l'autre. Fils d'un avocat et militant démocrate, il baigne dès son plus jeune âge dans un environnement familial extrêmement politisé. Il entre à 23 ans au Parti socialiste argentin

(PSA). À 27 ans, il préside le Centre de philosophie et de lettres de l'université de Buenos Aires, et il participe à un mouvement étudiant, en tant que leader de sa branche réformiste. La même année, il rejoint une scission du PSA, le Parti socialiste de gauche nationale. Il devient rédacteur en chef de l'hebdomadaire du parti – *Lucha Obrera* – et de sa revue théorique – *Izquierda Nacional*. Dans un article qu'il signe en décembre 1968, sa conception agonistique de la politique se laisse déjà entrevoir : « Un vrai révolutionnaire ne cherche pas à fonder ses actes sur une forme de consensus [...], un révolutionnaire renonce dès le départ à toute forme de consensus superficiel » (9 décembre 1968, dans *Lucha Obrera*).

Cette période militante eut un effet décisif sur l'élaboration philosophique postérieure d'E. Laclau, comme il le souligne dans un entretien de 1988 avec le comité éditorial de la *New Left Review (NLR)* : « Tout ce que je me suis efforcé de théoriser par la suite, comme les “positions de sujet”, la “recomposition hégémonique des identités fragmentées”, la “reconstitution des identités sociales à travers l'imaginaire politique”, tout cela je l'ai découvert durant les années 1960, mes années d'activisme politique » [« *Todo lo que más tarde intenté pensar teóricamente, la dispersión de las posiciones de sujeto, la recomposición hegemónica de las identidades fragmentadas, la reconstitución de las identidades sociales mediante el imaginario político, todo eso lo descubri durante los años 1960, mis años de militancia* ».] (Laclau, 1993 : 190). En 1966, il obtient un poste de professeur à l'université nationale de Tucumán, mais il est licencié quelques mois plus tard, comme de nombreux enseignants de gauche, suite au coup d'État militaire du général Onganía (1914-1995). En 1968, E. Laclau quitte son parti en raison d'un désaccord avec la ligne ouvriériste qui y prédomine. Il s'installe à Londres l'année suivante et s'inscrit à Oxford. En 1977, il soutient son doctorat à l'université de l'Essex, sous la direction de l'historien marxiste Eric Hobsbawm (1917-2012). Il obtient ensuite un poste de professeur de science politique dans cet établissement, où il effectuera toute sa carrière. Il ne peut revenir dans son pays natal, où une dictature militaire se maintient au pouvoir jusqu'en 1983.

Au tournant des années 2000, plusieurs gouvernements dits « socialistes du XXI^e siècle » s'emparent du pouvoir en Argentine, au Brésil, ainsi qu'en Équateur, en Bolivie et au Venezuela. Dans un entretien accordé en 2013 à un quotidien péroniste argentin, E. Laclau qualifie cette décennie de « meilleur moment démocratique des 150 dernières années » (Laclau, 2013). Il y voit une « ouverture des possibles » et une « nouvelle réalité » dans laquelle il intervient activement, puisqu'il se rend régulièrement en Argentine afin d'échanger avec le couple Kirchner et les autres dirigeants progressistes latino-américains.

Il décède à Séville le 13 avril 2014, laissant inachevé le manuscrit *Universalité évasive*, qu'il envisageait à la fois comme la pièce maîtresse de son œuvre et le dernier de ses livres. Ce texte avait vocation à relancer le projet d'émancipation inauguré par les Lumières et reformulé par le mouvement socialiste. E. Laclau laisse derrière lui une œuvre considérable, disséminée dans de nombreux articles académiques rédigés en anglais, et dont les thèses essentielles sont condensées dans les ouvrages susmentionnés. Puisant dans des traditions philosophiques éclectiques, en particulier chez Antonio Gramsci (1891-1937) et Jacques Lacan (1901-1981), son travail vise à redéfinir l'activité politique en s'appuyant sur deux concepts centraux : le populisme et l'hégémonie.

Construire le peuple

Les réflexions sur le populisme, dont *La Raison populiste* (2005) offre une synthèse

magistrale, parcourent l'ensemble de l'œuvre de l'auteur. Ces réflexions s'inspirent à la fois de sa connaissance directe du phénomène (la présidence de Juan Perón – 1895-1974 – entre 1946 et 1955, la montée de l'extrême droite en Europe dans les années 1990, les gouvernements Kirchner en Argentine entre 2003 et 2014) et de ses échanges intellectuels avec d'autres figures centrales de la pensée critique contemporaine : Chantal Mouffe au premier chef, ainsi qu'Alain Badiou, Judith Butler, Slavoj Žižek et Jacques Rancière.

Le populisme, dans ses usages ordinaires et scientifiques, se caractérise par son flou conceptuel et sa connotation péjorative. E. Laclau tente d'y remédier en conférant à ce concept un contenu précis et analytique. Pour comprendre ce qu'est le populisme, il faut d'abord comprendre ce qu'il n'est pas. Le populisme n'est pas une idéologie. Il n'a pas de couleur politique. Il peut être de droite, de gauche et du centre. Le président argentin Carlos Menem (1989-1999) et son homologue péruvien Alberto Fujimori (1990-2000), artisans d'un néolibéralisme décomplexé et autoritaire, prouvent que le populisme n'est pas la propriété des extrêmes.

Le populisme n'est pas non plus un régime politique, comme le sont la démocratie, la dictature ou la théocratie. En ce sens, il est erroné de qualifier le Venezuela ou la Bolivie de régimes populistes. Car le populisme est l'inverse d'un régime ; il désigne un moment de crise, c'est-à-dire une situation dans laquelle un régime politique se fissure. Le populisme correspond à une conjoncture historique spécifique, et relativement rare, dans laquelle un certain régime politique, en l'occurrence la démocratie libérale, vacille.

Qu'est-ce que la démocratie libérale ? Sur le plan empirique, E. Laclau considère que l'Argentine, la Grande-Bretagne et les États de droit appartiennent à cette catégorie. Sur le plan théorique, la démocratie libérale désigne, comme son nom l'indique, un régime mixte, un alliage entre deux éléments : démocratie et libéralisme. Or, ces deux éléments ne partagent pas d'atomes crochus. Tels deux aimants du même pôle, ils se repoussent. La démocratie libérale est donc une cohabitation forcée entre deux frères ennemis.

Pourquoi libéralisme et démocratie se repoussent-ils ? Parce que, explique E. Laclau (2005 : 197) en s'appuyant sur *The Democratic Paradox* [*Le Paradoxe démocratique*] de C. Mouffe (2000), la préoccupation première du libéral est de limiter le pouvoir – *i.e.* de lutter contre les abus de pouvoir – tandis que la préoccupation première du démocrate est de partager le pouvoir – *i.e.* de lutter contre la confiscation du pouvoir. Un libéral se demande « *comment* est exercé le pouvoir ? ». Si le pouvoir est exercé de telle manière qu'il respecte les droits individuels, le libéral est satisfait ; peu importe que ce pouvoir soit détenu par un monarque ou une clique d'oligarques. Le démocrate, au contraire, se demande « *qui* exerce le pouvoir ? ». Si le pouvoir est exercé par le peuple, le démocrate est satisfait ; peu importe que ce pouvoir porte atteinte aux droits des individus ou des minorités. Le démocrate et le libéral ont des priorités différentes : égalité contre liberté, collectif contre individu, représentés contre représentants, peuple contre élite. La démocratie libérale fait tenir ensemble ces deux pôles en principe opposés. La démocratie libérale est un régime de nature paradoxale, et donc précaire, fragile, instable. En temps normal, c'est-à-dire le plus souvent, la démocratie libérale parvient à juguler cette instabilité, à apaiser la tension qui oppose ses deux composantes, à maintenir une situation de guerre froide. Mais la démocratie libérale entre parfois en crise. La guerre est ouverte, les conflits entre égalité et liberté, peuple et élite, collectif et individu, éclatent alors au grand jour.

La démocratie libérale entre en crise quand sa composante libérale prend le dessus sur sa composante démocratique. L'équilibre est rompu. Les élites sombrent dans la corruption, les dirigeants abandonnent tout scrupule, les représentants ne représentent plus qu'eux-mêmes, la liberté devient liberté d'exploiter les plus faibles, l'individu se mue en pur égoïste. Il y a crise lorsque les élites libérales cessent de prendre en compte le bien-être des classes populaires et le respect qui leur est dû. Le populisme surgit dans ces moments de crise, afin de restaurer l'équilibre initial, de contrebalancer la tendance libérale par un sursaut démocratique, de stopper la dérive oligarchique du régime. Le populisme rétablit le rôle du peuple face à des représentants qui se prennent pour le Tout de la société. Le populisme désigne une irruption démocratique dans un contexte où la démocratie libérale se mue en libéralisme à l'état pur, c'est-à-dire en violence à l'état brut.

Les mouvements populistes n'ont pas pour fonction d'éliminer la démocratie libérale mais, au contraire, de la sauver, en rétablissant l'équilibre initial entre démocratie et libéralisme. Dans le sixième chapitre de *La Raison populiste*, E. Laclau insiste longuement sur le fait qu'un mouvement populiste ne « dégage » pas les dirigeants, il se contente de les remettre à leur place, c'est-à-dire de les remettre au service du peuple plutôt qu'au service de la finance. Le populisme n'est pas hostile au principe de la représentation politique, au contraire, il œuvre à l'avènement de représentants réellement représentatifs. Les véritables ennemis de la démocratie libérale ne sont pas les populistes mais les libéraux qui, ayant perdu leur sens civique, impulsent une liquidation méthodique des acquis démocratiques.

Quel est ce peuple que le populisme propulse sur le devant de la scène politique ? Les conservateurs et une partie des libéraux assimilent le peuple à la nation, c'est-à-dire à une communauté soudée par une langue, une histoire, une culture, des valeurs et un territoire. Si elle est poussée dans ses ultimes conséquences, cette doctrine associe le peuple à la race, unie par des critères ethniques et biologiques. E. Laclau rejette catégoriquement ces définitions. Mais, dans *Hégémonie et stratégie socialiste* (1985), il s'écarte également de l'approche marxiste qui assimile le peuple aux classes populaires, aux prolétaires, c'est-à-dire aux individus contraints de vendre leur force de travail pour subvenir à leurs besoins. Cette définition économique du peuple partage les mêmes défauts que les définitions nationaliste et raciste.

Ces trois définitions attribuent au peuple une essence – l'exploitation, la nation, la race – alors que, pour E. Laclau, le peuple se définit au contraire comme un projet, ouvert et indéterminé. En outre, ces trois définitions considèrent que l'unité du peuple est donnée alors que, selon E. Laclau, cette unité est le fruit d'un fastidieux travail d'unification. Au départ, il n'existe pas d'unité populaire mais des groupes hétérogènes (femmes et hommes, chômeurs et salariés, autochtones et immigrés, étudiants et retraités, etc.) ayant des demandes spécifiques. Le travail des partis politiques n'est donc pas de refléter un peuple déjà existant, mais de *construire* ce peuple. Faire de la politique consiste à articuler les demandes disparates qui émergent des différents secteurs de la population, c'est-à-dire à doter les hommes et les femmes, les chômeurs et les salariés, les Français et les immigrés, les étudiants et les retraités, d'un projet commun.

Un mouvement populiste s'attache à cette tâche. Il crée le peuple en insufflant de l'unité là où règne la multiplicité. Il façonne un bloc en instaurant une chaîne d'équivalence entre des revendications dispersées, qui n'ont rien en commun, sinon le fait d'être insatisfaites. La

constitution du peuple passe par l'émergence d'une revendication principale, qui intègre et subsume toutes les autres. E. Laclau nomme « signifiant flottant » cette revendication principale (« l'égalité », « la démocratie »), qui peut aussi être un leader (Nelson Mandela [1918-2013], Hugo Chavez [1954-2013]) ou un objet (le bonnet phrygien, le gilet jaune). L'important est que ce signifiant soit suffisamment polysémique pour que chaque composante du peuple puisse l'investir à sa manière, donc que tous les secteurs s'y retrouvent. « Cette opération par laquelle une particularité prend une signification universelle incommensurable avec elle-même est ce que j'appelle *l'hégémonie* » (Laclau, 2005 : 89).

La théorie d'E. Laclau se distingue donc du conservatisme, du libéralisme et du marxisme sur le point suivant : ce n'est pas le peuple qui fait de la politique mais, au contraire, c'est la politique qui fait le peuple. Un parti n'exprime pas la volonté d'un peuple qui lui préexisterait ; il construit ce peuple en le dotant de l'unité qui lui faisait défaut.

Comment créer cette unité ? *Via* l'identification d'un signifiant vide, nous l'avons dit. Mais aussi en mettant l'accent sur l'ennemi commun. Si les différentes fractions dominées de la société n'ont pas les mêmes intérêts, pas les mêmes revendications et pas les mêmes valeurs, elles ont malgré tout le même adversaire. La fabrication d'un « nous » passe par la désignation d'un « eux ». La constitution d'une identité exige l'établissement d'une différence, et même d'une hiérarchie, puisque l'ennemi est jugé inférieur. Les ennemis de notre ennemi sont nos amis.

Faire de la politique, c'est désigner l'ennemi du peuple afin d'unifier ce dernier. L'ennemi prend un visage différent selon chaque sensibilité politique. La droite assimile le peuple à la nation en pointant du doigt l'immigré. Le libéral assimile le peuple aux entrepreneurs en pointant du doigt les fainéants. La gauche assimile le peuple aux travailleurs en pointant du doigt les banquiers. En dépit de leurs différences, toutes les familles politiques procèdent à une opération discursive du même type : nommer ceux qui n'appartiennent pas à la communauté (les immigrants, les fainéants, les banquiers). En ce sens, il n'y a pas des partis populistes et des partis non populistes. Tous les partis sont populistes, puisque tous les partis construisent le(ur) peuple. Le populisme n'est pas une stratégie politique parmi d'autres. Il est le nom même de la politique.

L'hégémonie comme logique d'articulation des luttes

Comme nous l'avons entrevu ci-dessus, le populisme, en tant que construction d'un sujet populaire, repose sur une opération qu'E. Laclau nomme « hégémonique ». Ce dernier concept, d'inspiration gramscienne, apparaît sous la plume du philosophe argentin en 1985 dans *Hegemony and Socialist Strategy [Hégémonie et stratégie socialiste]*, ouvrage publié avec sa compagne C. Mouffe, chez Verso Books, maison d'édition fondée en 1970 par l'équipe de rédaction de la *NLR*. Celle-ci constitue l'un des épïcêtres d'une gauche marxisante alors en plein renouvellement théorique et politique, la « nouvelle gauche ». E. Laclau et C. Mouffe sont au cœur de ce renouvellement et des débats qui l'accompagnent. D'ailleurs, écrivent-ils dès la deuxième page de l'introduction, leur livre s'adresse « aux discours classiques de la gauche, et aux modes caractéristiques sous lesquels celle-ci a considéré les agents du changement social » (Laclau, Mouffe, 1985 : 38). Quelques lignes plus loin, ils énoncent l'une des thèses centrales de l'ouvrage : « Ce qui est maintenant en crise, c'est toute une conception du socialisme qui repose sur la centralité ontologique de la classe ouvrière » (*ibid.*). Les « années 1968 » donnent lieu à l'émergence de nouveaux

acteurs de la transformation sociale : les femmes, les homosexuels, les Noirs, les colonisés, les étudiants, les fous, les défenseurs de l'environnement, etc.

L'émergence de ces « nouveaux mouvements sociaux » exige d'amender le logiciel théorique de la gauche. E. Laclau et C. Mouffe invitent leurs condisciples à abandonner « l'hypothèse communiste » afin de se tourner – pour paraphraser le sous-titre de leur ouvrage – « vers une politique démocratique radicale ». Il s'agit de reformuler le projet d'émancipation en termes de radicalisation de la démocratie. Cette reformulation ne se limite pas à une évolution sémantique. Elle a des conséquences politiques de premier ordre : « *La tâche de la gauche*, écrivent E. Laclau et C. Mouffe dans la seule phrase du livre qu'ils prennent le soin de mettre intégralement en italique, comme pour marquer son importance, *ne peut donc pas être de renoncer à l'idéologie libérale-démocratique, mais au contraire, de l'approfondir et de l'étendre dans la direction d'une démocratie radicale et plurielle* » (*ibid.* : 303-304). Dans ce passage, l'insistance sur la « pluralité » sert à souligner le contexte de prolifération des luttes. Quant à l'approfondissement de « l'idéologie libérale-démocratique », il signifie qu'E. Laclau et C. Mouffe tiennent à se défaire du mythe « de la Révolution, avec la majuscule, comme moment fondamental de la transition d'un type de société à une autre » (*ibid.* : 38).

Trente ans après la parution de l'ouvrage, c'est-à-dire en février 2015, C. Mouffe répond en ces termes à la question « Quels objectifs politiques et intellectuels poursuiviez-vous en rédigeant *Hégémonie et stratégie socialiste* ? » :

« Ce qui nous a poussé à écrire ce livre est une question politique, car tant du côté de la gauche social-démocrate que du côté de la gauche marxiste traditionnelle, ils se montraient incapables de reconnaître la spécificité des nouveaux mouvements qui avaient émergé dans le sillage de 1968, par exemple le féminisme, le mouvement écologiste, les luttes antiracistes et celles contre la discrimination des homosexuels. À cette époque je vivais à Londres, où j'étais personnellement engagée dans le mouvement féministe. J'ai vécu le moment où nous avons essayé d'entrer en contact avec la gauche. Les militants les plus ouverts nous répondaient : “oui, bien sûr, ces luttes sont très importantes, mais ce n'est pas une priorité. Commençons par mettre en place le socialisme. La lutte contre la subordination des femmes viendra ensuite”. Et les moins ouverts nous disaient : “ce sont des revendications petites-bourgeoises qui nous détournent de la lutte fondamentale”. Pour nous, ça ne pouvait pas durer ainsi : si l'on devait continuer à défendre ce qu'on appelait le projet socialiste, il était crucial que ce projet s'articule à la prise en compte de ces nouvelles luttes » (Mouffe, Errejón, 2015 : 9-10).

[« *Hegemonía y estrategia socialista es un libro teórico y político a la vez. Lo que nos movió a escribir este libro fue una cuestión política, porque tanto por parte de la izquierda socialdemócrata como por la marxista tradicional había una incapacidad de entender la especificidad de los nuevos movimientos que se habían desarrollado después del 68, por ejemplo el feminismo, el movimiento ecologista, las luchas antirracistas y contra la discriminación de los homosexuales. Yo estaba personalmente metida en el movimiento feminista en esa época en Londres. Viví ese momento en el que tratábamos de establecer contactos con la izquierda; los mas “abiertos” nos decían: “si, si estas luchas son muy importantes pero es no es una prioridad. Primero habrá que establecer el socialismo, la lucha contra la subordinación de las mujeres vendrá después”. Los menos “abiertos” nos decían: “esas son demandas pequeño burguesas*

y nos alejan de la lucha fundamental”. Evidentemente sentíamos que esto no podía seguir así: si uno iba a defender lo que nosotros planteábamos como un proyecto socialista, era importante que ese proyecto se articulara de manera que tuviese en cuentas esas nuevas luchas ».]

L'ambition d'*Hégémonie et stratégie socialiste* est donc de prendre acte de la pluralité des luttes d'émancipation afin d'en finir avec le primat accordé au prolétariat. Mais, en 1985, E. Laclau et C. Mouffe ne sont ni les seuls, ni les premiers, à plaider pour la prise en considération des nouveaux mouvements sociaux. Gilles Deleuze (1925-1995), Félix Guattari (1930-1992) et Michel Foucault (1926-1984), pour ne citer que trois noms parmi beaucoup d'autres, défendent cette thèse depuis déjà plusieurs années. E. Laclau et C. Mouffe le reconnaissent volontiers. La véritable singularité de leur ouvrage se situe donc ailleurs. Elle ne consiste pas à prendre en compte la pluralité des luttes mais à chercher une façon d'unifier – ou plutôt d'articuler, pour reprendre leur lexique – ces luttes. C'est en cherchant comment opérer cette articulation qu'E. Laclau et C. Mouffe exhument le concept gramscien d'hégémonie, qui constitue pour eux une ressource inestimable. Écoutons à nouveau C. Mouffe revenir sur le contexte de rédaction du livre :

« [Il y avait] plusieurs espaces qui revendiquaient l'importance des luttes féministes et antiracistes. [E. Laclau et moi] étions d'accord avec eux, mais nous avançons une idée que personne ne défendait à l'époque : l'importance du concept d'hégémonie, emprunté à Gramsci, nous faisait dire qu'il n'était pas suffisant de reconnaître l'existence d'une diversité de luttes, car il fallait de surcroît établir une forme d'articulation entre toutes ces luttes. Ce fut une proposition innovante, car à cette époque le poststructuralisme avait une forte influence, ce qui n'était pas le cas des idées de Gramsci. Notre différence avec les autres pensées [de gauche], par exemple celles qui étaient influencées par Foucault, c'est que nous disions que pour agir politiquement il fallait articuler ces différentes luttes avec celles de la classe ouvrière, afin de créer des volontés collectives. Au niveau théorique, voilà la spécificité d'*Hégémonie et stratégie socialiste* : avoir fait travailler ensemble Gramsci et le poststructuralisme » (Mouffe, Errejón, 2015 : 13).

[« Desde estos espacios se reivindicaba la importancia de las luchas feministas y antirracistas. Nosotros estábamos de acuerdo pero planteamos algo que no hizo nadie en ese momento: la importancia del concepto de hegemonía de Gramsci que nos lleva a afirmar que no era suficiente limitarse a reconocer la existencia de una diversidad de luchas, sino que había que tratar de establecer una forma de articulación entre todas esas luchas. Fue una propuesta innovadora porque en ese momento había una gran influencia del posestructuralismo, pero no de las ideas de Gramsci. La diferencia con los otros planteamiento, por ejemplo los que estaban influenciados por Foucault, es que nosotros decíamos que para actuar políticamente había que articular esas diversas luchas con las de la clase obrera, para crear voluntades colectivas. Esa es la especificidad de Hegemonía y estrategia socialista: haber puesto juntos a Gramsci y al posestructuralismo ».]

Hégémonie et stratégie socialiste est bâti sur deux principales sources d'inspiration théorique : A. Gramsci et le poststructuralisme. Ces deux sources entretiennent une relation vertueuse,

dialectique, complémentaire, faite d'apports mutuels, l'une prenant le relai de l'autre au long de l'ouvrage, et réciproquement. Le raisonnement développé dans le livre peut se résumer en trois temps. Dans un premier temps, le poststructuralisme – terme par lequel E. Laclau et C. Mouffe se réfèrent à Jacques Derrida (1930-2004), M. Foucault, J. Lacan et Ludwig Wittgenstein (1889-1951) – permet aux deux philosophes de mettre en valeur la pluralité des luttes. Dans un second temps, le recours à A. Gramsci permet d'insister sur la nécessité d'articuler cette pluralité. Mais – troisième temps – comment opérer cette articulation ? Comment éviter la dispersion des luttes ? Comment passer d'une « logique de la différence » à une « logique d'équivalence », s'interrogent E. Laclau et C. Mouffe ? Le poststructuralisme intervient à nouveau, dans ce troisième et dernier temps, afin d'apporter une réponse au défi soulevé par A. Gramsci : grâce au discours. Le discours, défini comme une « pratique articulatoire » (Laclau, Mouffe, 1985 : 93), fournit une grammaire commune à des intérêts pourtant différents.

L'hégémonie désigne un ensemble de pratiques discursives qui élaborent une chaîne d'équivalences entre des demandes disparates. Comme le détaille E. Laclau dans *La Raison populiste*, l'opérateur qui met en équivalence les particularismes sectoriels est un signifiant flottant – par exemple le « peuple » dans le cas des populismes latino-américains, l'« égalité » dans le cas de la Révolution française, la « démocratie » dans le cas des Indignés espagnols – c'est-à-dire un signifiant dont le contenu n'est ni totalement fixé, ni totalement indéterminé (Laclau, 2005 : 153-185). Il est flottant au sens où il correspond à une pluralité – mais pas à une infinité – de signifiés. Et c'est précisément son caractère flottant qui permet au signifiant d'intégrer à une même chaîne des demandes sociales hétérogènes – des revendications – qui n'ont rien en commun, sinon le fait d'être insatisfaites, c'est-à-dire d'être rejetées par le pouvoir en place. Tous les secteurs se rassemblent sous la bannière du signifiant flottant, car chaque secteur octroie à ce signifiant un sens différent, ce qui serait impossible si le signifiant avait un contenu univoque déterminé à l'avance.

E. Laclau et C. Mouffe enrichissent le concept gramscien d'hégémonie en le dotant d'une coloration discursive qui permet de comprendre comment s'opère l'articulation des luttes. Dans des passages d'une haute exigence théorique (chapitre 3 de leur ouvrage commun), ils injectent des éléments de psychanalyse lacanienne (objet petit a) et de linguistique wittgensteinienne (jeu de langage) dans le cadre gramscien de départ. Certains exégètes des deux auteurs, parmi lesquels S. Žižek (1990), les accuseront ensuite de surestimer la puissance du discours et d'idéaliser la notion d'hégémonie en l'assimilant à une sorte d'entité idéale coupée des réalités empiriques et planant au-dessus de la vie sociale et économique. Dans la même veine, certains reprocheront au tournant linguistique d'E. Laclau et C. Mouffe d'avoir rompu avec le « matérialisme historique » revendiqué par A. Gramsci et d'avoir dénaturé la pensée de ce dernier (Jones, 2006). En réponse, les deux protagonistes soulignent, d'une part, que les « pratiques discursives » ne se réduisent pas à de simples énoncés oraux mais englobent également des pratiques artistiques et humoristiques (*Reclaim The Streets* en Grande-Bretagne, *Tute Bianca* en Italie, *Stop pub* en France) visant à défaire l'hégémonie néolibérale (Mouffe, 2013 : 105-124) et, d'autre part, que dans ses réflexions sur l'unification italienne A. Gramsci accordait déjà un intérêt primordial à la question de la langue.

Si, sur la question du discours, E. Laclau et C. Mouffe revendiquent leur continuité avec A. Gramsci, ils assument en revanche un désaccord avec lui sur un point crucial de sa pensée.

Pour le penseur italien, l'hégémonie est nécessairement portée par une classe sociale – le prolétariat ou la bourgeoisie. « C'est le moment où le point de vue gramscien devient irrecevable », jugent E. Laclau et C. Mouffe (1985 : 248). Car, à leurs yeux, l'hégémonie n'est pas exercée par une classe sociale mais par une volonté collective, généralement (mais pas systématiquement) appelée « peuple ». Qu'est-ce qui distingue une « classe sociale » d'une « volonté collective » ? Une classe sociale a une existence économique, sociologique, antérieure à sa conquête de l'hégémonie, tandis qu'une volonté collective n'est pas donnée à l'avance, elle se construit au cours de la lutte pour l'hégémonie. Autrement dit, chez A. Gramsci, le peuple – qui désigne l'alliance des prolétaires et des paysans – part à l'assaut de l'hégémonie tandis que chez E. Laclau et C. Mouffe, c'est dans la lutte pour l'hégémonie que le peuple acquiert progressivement son existence (en articulant des secteurs hétérogènes tels que des partis, des syndicats, mais aussi des collectifs féministes ou antiracistes, des associations des écologistes ou communautaires, des ONG, etc.). « C'est ce que Chantal Mouffe et moi, dans *Hegemony and Socialist Strategy*, avons appelé le dernier reste d'essentialisme chez Gramsci », écrit E. Laclau dans *La Raison populiste* (2005 : 151).

Enfin, si, en dépit de leur dette à son égard, E. Laclau et C. Mouffe affirment emprunter « une direction qui va bien au-delà de Gramsci » (1985 : 40), c'est parce qu'ils s'écartent de son concept d'hégémonie à un double niveau. À un premier niveau, qu'on pourrait nommer stratégique, les deux auteurs substituent le « peuple » au « prolétariat ». À un second niveau, plus fondamental, et à forte dimension ontologique, ils affirment que les sujets politiques (qu'il s'agisse du peuple ou du prolétariat) se constituent *dans* la lutte elle-même et non en amont de la lutte. Ce double déplacement théorique explique en grande partie l'intérêt que l'actuelle génération de dirigeants populistes de gauche – Íñigo Erreón et Pablo Iglesias en Espagne, Jean-Luc Mélenchon en France – accorde à l'œuvre du philosophe argentin.

Bibliographie

Jones S., 2006, *Antonio Gramsci*, Abington, Routledge.

Laclau E., 1977, *Politics and Ideology in Marxist Theory. Capitalism, Fascism, Populism*, New York, NLB.

Laclau E., 1993, *Nuevas reflexiones sobre la revolución de nuestro tiempo*, Buenos Aires, Nueva Vision.

Laclau E., 1996, *Emancipation(s)*, New York, Verso.

Laclau E., 2005, *La Raison populiste*, trad. de l'anglais par J.-P. Ricard, Paris, Éd. Le Seuil, 2008.

Laclau E., 2013, « Es el mejor momento democrático en 150 años », *Página 12*, 21 juil. Accès : <https://www.pagina12.com.ar/diario/elpais/1-224931-2013-07-21.html>.

Laclau E., Mouffe C., 1985, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, trad. de l'anglais par J. Abriel, Besançon, Éd. Les solitaires intempestifs, 2009.

Mouffe C., 2000, *The Democratic Paradox*, New York, Verso.

Mouffe C., 2013, *Agonistique. Penser politiquement le monde*, trad. de l'anglais par D.

Beaulieu, Paris, Éd. Beaux-Arts de Paris, 2014.

Mouffe C., Errejón I., 2015, *Construir pueblo. Hegemonía y radicalización de la democracia*, Barcelone, Icaria.

Žižek S., 1990, « Beyond Discourse Analysis », pp. 249-260, in : Laclau E., *New Reflections on the Revolution of Our Time*, London, Verso.